

05/12/2013 13:30:00

## Les finances des villes moyennes sont passées à "l'orange", selon les élus

PARIS, 05 déc 2013 (AFP) - La situation financière des villes moyennes est passée à "l'orange" en 2012 malgré "une gestion rigoureuse", en raison d'un net ralentissement de leurs ressources, s'est inquiété jeudi le président de la Fédération des villes moyennes (FVM), Christian Pierret.

"Nous allumons le feu orange", a déclaré à la presse M. Pierret, maire de Saint-Dié (PS, Vosges) entouré des membres du bureau transpartisan de l'association, qui fédère 220 villes et intercommunalités où vivent 16 millions d'habitants environ, soit un quart de la population française.

En 2012 (les comptes 2013 ne seront publiés que fin 2014), 93% de ces ensembles urbains n'ont pas augmenté leurs taux d'imposition, "une tradition en année préélectorale", a souligné le président de la FVM. Du coup, les recettes de fonctionnement n'ont progressé que de 1%, "en net ralentissement par rapport à 2011 (+2,1%)" et aux deux années antérieures (+0,9%), selon l'étude annuelle de la FVM réalisée avec la Caisse d'épargne.

Les dépenses de fonctionnement n'ont crû que de 1,2%, et les charges de personnel de 1,3% seulement alors même qu'elles devraient augmenter mécaniquement de 2 à 2,5% en intégrant les progressions de carrière et l'ancienneté (effet glissement, vieillesse, technicité, GVT). Désormais, "il n'y a pas de remplacement systématique des départs en retraite" et les maires cherchent à "cantonner au maximum la masse salariale", selon Christian Pierret.

L'effort a aussi porté sur les subventions aux associations et à divers services comme celui des incendies, pour lesquels "les crédits baissent pour la première fois depuis 2005".

Selon la FVM, ce sont "les charges générales" qui obèrent les budgets. En cause, notamment, la hausse dépenses d'énergie (+7,4%) provoquée par la hausse des tarifs de l'électricité et du gaz.

Résultat de "l'effet de ciseaux" entre dépenses et recettes, l'épargne brute a diminué de 0,4% alors qu'elle était "toujours en hausse ces dernières années".

Si l'autofinancement faiblit, le niveau d'investissement reste élevé, avec une enveloppe de près de 2 milliards d'euros, en hausse de 7,2%, dégagée par un niveau d'emprunts plus important (l'encours de la dette a augmenté de 2,2% en 2012). Il progresse toutefois deux fois moins vite qu'en 2011 (+14,5%).

Dans un communiqué, la FVM préconise "de revoir entièrement le périmètre et le

niveau des services publics proposés par les collectivités, ce qui engendrera probablement une baisse de qualité des services de proximité au détriment du citoyen".

Selon Pierre Méhaignerie, membre du bureau de l'association, "en 2014, le choc va être brutal": entre autres, la contribution à la valeur ajoutée des entreprises (CVAE), reversée aux collectivités avec un décalage d'un an, "va baisser de 4,5% en moyenne" en 2013, les nouveaux rythmes scolaires vont représenter "environ 2 points d'impôts" ("entre 1,5 et 2" selon M. Pierret). Il a enjoint le gouvernement de "passer aux travaux pratiques"

concernant "le choc de simplification" promis, "la foulditude" des normes coûtant très cher aux collectivités.

tma/jba/jmg